

## **Compte-rendu du CDAS du 30 mars 2018**

Le premier CDAS de 2018 s'est tenu en présence de MM. AUGE et LANG, Mmes CROS (des douanes) et SARRAT-GUILLON (assistante sociale), FO et Solidaires.

En ce 1<sup>er</sup> CDAS de l'année, M. AUGE informe des orientations prévues pour l'action sociale ministérielle, suite à la réunion des présidents de CDAS qu'il a suivie à Paris.

3 objectifs majeurs sont à retenir :

- l'amélioration de l'environnement professionnel.
- le soutien aux plus fragiles.
- assurer une meilleure conciliation vie professionnelle/vie privée.

Pour cela une augmentation de 5 millions du budget a été mise en place. Une grande partie de cette augmentation sera destinée aux collectivités d'outre-mer afin d'adapter les seuils d'accès aux prestations.

La restauration représente 63 millions. C'est le poste le plus important du budget de l'action sociale. 19 millions pour les subventions ALPAF et 24 millions alloués aux vacances adultes et enfants.

Les comités d'action locale représentent 4,81 millions.

La prévention en partenariat avec la MGEFI représente un budget de 4 millions. Il n'est pas prévu de remise en cause du maillage territorial des délégués (520 personnes).

Le bilan de l'enquête sur les besoins des agents fait ressortir l'importance des prestations liées au logement, à la restauration et aux personnes en difficultés. Les conditions d'accès aux prestations ne sont pas assez claires. Le bureau SRH3C va mettre en place un groupe de travail avec les représentants du personnel pour établir un plan de com sur la parentalité, les aidants, l'EPAF...

Le problème des petites structures a été évoqué. 119 restaurants assurent moins de 30 repas par jour sur 250 en place. Pas de fermetures envisagées. L'essentiel des dépenses portera au plan national sera la mise aux normes sanitaires. N'est pas prévu non plus l'augmentation des aides aux petites structures. Les difficultés des négociations avec les prestataires ont été évoquées.

Le CDAS reste le lieu d'échange pour prendre en compte les besoins des agents et il pourrait être décliné au plan local.

### Convention psychologue

En 2017, 3 consultations sur Rodez et aucune sur Millau.

Un budget de 500 € est prévu pour ce poste. M. LAURENS prenant sa retraite, une nouvelle convention va être passée avec Mme DUSSANTI. La consultation sera de 40 € au lieu de 30 €. Le CDAS maintient la possibilité de prendre pour les agents 3 séances gratuites. Aucun changement sur Millau.

L'information qui a circulé comme quoi la DGFIP faisait passer un marché public pour mettre en place une cellule d'écoute psychologique pour les agents serait une erreur de com. Le bureau RH2C va communiquer prochainement sur le sujet.

Le rapprochement CTL et CHS-CT est envisagé pour 2022. En ce qui concerne le CDAS, M. AUGER a posé la question mais n'a pas de réponse à ce jour.

### Les sorties pour 2018

Le Lioran a été annulé faute d'un nombre suffisant d'inscrits. Walibi est prévu le 16 juin à 27 € et la sortie à Albi en septembre à 25 € tout compris. Les prix sont réduits car report du budget pour le Lioran sur ces sorties. Un sondage va être effectué par la délégation pour mieux connaître les envies des agents.

Pour les retraités la sortie en Andalousie est abandonnée faute là aussi d'un nombre suffisant de participants. Reste Albi le 15 mai avec pour le moment 27 inscrits. Il va leur être proposé un séjour à l'EPAF de TARGASONNE en septembre à 297 € sur 4 jours.

Le repas de fin d'année à Fontanges sera reconduit (95 participants en 2017).

Répartition du CAL (crédit d'action locale), anciennement BIL : à ce jour les sommes engagées en 2017 sont reconduites pour 2018.

**Les titres restaurants ont été actés pour la paierie départementale qui est à plus d'1 kilomètre du restaurant administratif.**

Une convention avec un cabinet d'avocats va être passée. Il s'agit de la SCP SALLES / CORDEIRO / VALAYER. Une consultation sera prise en charge par la délégation, soit 84 €. Cette SCP a l'avantage d'avoir des bureaux sur différents sites du département. Il s'agira de conseils juridiques généraux et d'aides à la rédaction de courriers.

Pour les coins repas, 300 € ont déjà été engagés pour acheter des batteries de cuisine aux Douanes et des chaises à Espalion.

Il reste 3505 € non affectés sur le budget. Une action sera sûrement faite pour les ados de 13 à 17 ans, comme des chèques culture ou des coupons sport pour financer des licences sportives...

Un plan de communication va être repris sur Ulysse, mais également par de l'affichage afin que les agents BERKANY puissent également être informés

La représentante FO-DGFIP12 (Mireille BESSE)

